

Le secteur des services de conseil et d'assistance en Basse-Normandie

Un soutien à la croissance des entreprises



REPÈRES

Le conseil et l'assistance aux entreprises est une activité stratégique pour accompagner les entreprises dans leur développement. Il croît rapidement en Basse-Normandie comme en France.

En Basse-Normandie, le développement du secteur est concentré dans les principales agglomérations urbaines mais ignore les territoires ruraux qui accueillent une grande part de l'industrie régionale.

Le secteur bas-normand du conseil et de l'assistance se développe autour des activités techniques de contrôle et d'inspection. Les activités informatiques sont relativement peu implantées.

L'offre de service, en forte croissance, est globalement satisfaisante et permet de répondre presque complètement à la demande.

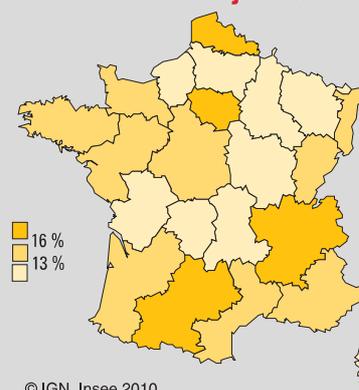
Les petites structures manquent cependant de visibilité auprès des grands donneurs d'ordre qui se tournent parfois vers des prestataires extérieurs à la région.

Dans toutes les économies développées, les services marchands affichent une forte croissance. En Basse-Normandie, près de 10 000 emplois nouveaux sont apparus dans ces secteurs entre début 2000 et fin 2007, autant que les emplois détruits dans l'industrie. Dopés par les pratiques d'externalisation des grandes entreprises, notamment des entreprises industrielles qui se concentrent sur leur cœur de métier, les services aux entreprises, services opérationnels (intérim, nettoyage industriel, gardiennage...) et services de conseil et d'assistance, concourent pour une grande part à cette croissance.

En Basse-Normandie, les services opérationnels sont surreprésentés dans les services aux entreprises, en raison de l'activité des agences d'intérim. La structure industrielle spécifique de la Basse-Normandie (forte implantation de l'industrie automobile et des industries agricoles et alimentaires) explique en grande partie que la région ait un secteur d'offre de travail temporaire très développé. En revanche, le conseil et l'assistance, avec les services "haut de gamme" (ingénierie, services informatiques...), sont moins présents. En France, le secteur du conseil et de l'assistance aux entreprises concentre près de 18 % des emplois salariés des services marchands,

et en Basse-Normandie 14 % seulement. Avec les transports et la logistique, le conseil et l'assistance constituent pourtant des soutiens externes indispensables pour la croissance de la compétitivité des entreprises. Est-ce à dire que la Basse-Normandie serait pénalisée dans son développement, faute d'une offre de services "haut de gamme" suffisante ? Cela ne semble pas être le cas, si l'on considère d'une

Effectifs du secteur du conseil et de l'assistance dans l'ensemble des services marchands au 1^{er} janvier 2008



© IGN, Insee 2010

Source : Insee, estimations d'emploi

part le développement actuel de l'offre, et d'autre part l'état de la demande.



ZOOM

Forte croissance de l'offre

Comme en France, la croissance des secteurs du conseil et de l'assistance est vive en Basse-Normandie. Entre le début 2000 et fin 2007, les effectifs salariés ont augmenté de 28 % en Basse-Normandie (soit 4 200 emplois nouveaux), exactement comme en France. La croissance atteint même 47 % dans le Calvados, et 39 % dans l'Orne. Elle est moindre dans la Manche (+ 4 % seulement), département déjà doté, depuis les années quatre-vingts et quatre-vingt dix, d'une forte implantation des services aux entreprises, notamment pour l'assistance à la filière nucléaire. Si la Basse-Normandie reste loin des régions où le poids du conseil et de l'assistance dans l'emploi total est très important, comme l'Ile-de-France ou Midi-Pyrénées, la forte croissance des effectifs salariés ces dernières années indique que l'offre s'adapte rapidement aux besoins nouveaux des entreprises dans cette région comme ailleurs. Dans les autres secteurs de soutien, la progression est moindre (+ 18 % dans les services opérationnels et + 13 % dans l'immobilier et les transports).

Un grand nombre de très petites entreprises, et quelques filiales ou agences locales de grands groupes

Le secteur du conseil et de l'assistance est composé pour partie d'entrepreneurs individuels, au sein desquels figurent les professions libérales (architectes, avocats...). Ces entrepreneurs individuels employaient moins de 1 500 salariés début 2008. De leur côté, hors secteur de l'administration d'entreprise, les sociétés prestataires de services (de forme juridique société anonyme, société anonyme à responsabilité limitée, etc...) employaient un peu plus de 10 000 salariés au 1^{er} janvier 2008, répartis dans 2 114 établissements. Ces établissements sont le plus souvent de très petite taille. 44 % n'ont aucun salarié et 99 % en ont moins de cinquante. Seulement sept établissements emploient plus de cent salariés. A eux seuls, ces sept établissements regroupent 13 % des 10 000 salariés du secteur travaillant dans une entreprise de forme sociétaire du secteur.

La grande majorité des établissements (83 %) sont des établissements uniques d'entreprises bas-normandes, la "ressource locale" en matière de conseil et d'assistance aux entreprises. Les établissements les plus importants appartiennent tous à une entreprise extérieure à la région, à l'exception de MAINCO, entreprise basée à Tourlaville, spécialiste de la logistique des sites nucléaires. Encore faut-il préciser que MAINCO est une filiale à 100 % du groupe Areva et n'a donc pas grand chose à voir avec une "entreprise bas-normande". Au total, 4 400 des 10 000 salariés des entreprises du secteur dépendent directement d'une entreprise extérieure à la région, une fois sur deux implantée en Ile-de-France. Pour les petites entreprises locales et leurs 5 600 salariés, l'enjeu est d'acquérir une plus grande "visibilité" dans leur offre de prestations et de valoriser leurs compétences auprès des clients potentiels.

Chiffres clés du secteur du conseil et de l'assistance

	Basse-Normandie	France
Ensemble du secteur Conseil et assistance (y compris professions libérales)		
Effectif salarié (31 décembre 2007)	19 109	1 361 135
Age moyen	38,2	37,0
Part des plus de 50 ans	15,8 %	14,4 %
Part des cadres	19,9 %	42,2 %
Part des professions intermédiaires	39,0 %	31,1 %
Taux de féminisation	50,8 %	45,7 %
Sociétés (SA, SARL...) du secteur (hors "administration d'entreprise") (voir précisions sur le champ dans l'encadré "méthode") Données 2007		
Nombre d'établissements	2 114	186 146
Effectifs salariés	10 053	966 841
Chiffres d'affaires (M€)	1 180	166 433
Valeur ajoutée (M€)	591	69 245
Valeur ajoutée par personne (K€)	59	72
Investissements (M€)	35	4 411
Investissements par personne (K€)	3	5

Sources : Insee, estimations d'emploi, RP 2006, CLAP 2007

Si cette forte croissance ne comble pas l'écart entre la Basse-Normandie et la France quant au poids du secteur dans l'emploi total, elle n'élimine pas non plus les différences de structure du secteur. En Basse-Normandie, la croissance du secteur s'organise autour de la branche ingénierie-contrôle, la plus génératrice d'emplois. 40 % des salariés bas-normand du secteur y travaillent, la branche concentrant seulement 28 % des salariés du secteur en France⁽¹⁾. Dans cette branche, les prestataires réalisent des études pour leurs clients, dans les domaines du génie industriel et du génie logistique, ou des études techniques spécialisées pour l'industrie (procédés, production, assainissement et lutte contre la pollution, etc.). Ils peuvent assurer la maîtrise d'œuvre de certaines opérations. Ils

(1) Ces données, ainsi que celles qui suivent dans le texte, concernent uniquement les unités ayant une forme juridique sociétaire (SA, SARL...), à l'exclusion des entrepreneurs individuels (essentiellement les professions libérales), et de l'activité "administration d'entreprise" (pour ces précisions de champ, voir l'encadré méthode).



réalisent aussi les analyses, essais et inspections techniques nécessaires au fonctionnement optimal des entreprises, imposés le cas échéant par la réglementation. En revanche, la Basse-Normandie est en retrait dans les services informatiques (conseil en systèmes informatiques, réalisation de logiciels, traitements de base de données...), avec moins de 18 % des salariés du secteur du conseil et de l'assistance contre un tiers en France. Dans les services du conseil pour les affaires et la gestion (y compris les activités comptables et juridiques, hors professions libérales), l'offre bas-normande est conséquente (30 % des emplois salariés en Basse-Normandie, 25 % en France). L'implantation de l'expertise comptable à destination du monde agricole explique le fort taux bas-normand. En proportion de l'emploi salarié du secteur, la branche publicité et études de marché paraît autant représentée en Basse-Normandie (12 % des salariés) qu'en France (13 %).

L'évolution du secteur ne bénéficie cependant pas à tous les territoires. L'emploi dans le conseil et l'assistance reste concentré dans les villes, là où l'offre de services peut rayonner de façon optimale auprès d'une clientèle d'entreprises elle-même de plus en plus agglomérée sur le territoire. Ainsi, les quinze villes de plus de 10 000 habitants de Basse-Normandie concentrent 43 % des établissements du secteur du conseil et de l'assistance et 63 % des salariés de ce secteur. 30 % des salariés sont basés à Caen ou à Equeurdeville-Hainneville, dans l'agglomération cherbourgeoise, ville qui accueille quatre des plus gros établis-

sements du secteur : Euriware, SGTN, Euridoc et Assystem France. A l'inverse, les zones d'emploi industrielles de Flers et du Bocage virois, ainsi que les zones d'emploi de Lisieux et de L'Aigle-Mortagne-au-Perche, constituent encore des déserts en terme d'offre de services, notamment de services informatiques. Les clients doivent communiquer avec des prestataires assez éloignés. Ceci pourrait constituer un handicap pour la mutation des secteurs industriels puissants de ces territoires, notamment pour les PME qui ne disposent pas en interne ou au travers d'une relation avec un groupe de ressources en terme de capacité d'innova-

tion, ni d'un carnet d'adresses de prestataires externes. Ce phénomène renforce aussi les inégalités entre territoires, souvent en situation de concurrence face à l'installation de nouvelles entreprises, généralement soucieuses de trouver dans leur environnement proche des infrastructures de soutien développées : tant en matière de services opérationnels que de conseil et d'assistance, de transport et de logistique.

Globalement, une offre plutôt bien calibrée à la demande

De leur côté, les clients estiment globalement que l'offre de services disponible en Basse-Normandie est satisfaisante. C'est la conclusion essentielle de l'étude de la Sofred réalisée à la demande de la DRIRE auprès d'un panel de clients, entreprises ou associations d'entreprises. 80 % des besoins de ces entreprises seraient ainsi couverts par l'offre locale, les 20 % restant conduisant les clients à s'adresser à des prestataires extérieurs à la région plus ou moins éloignés (Ile-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur...). Or, selon les responsables des entreprises ou des réseaux d'entreprises interrogés, l'éloignement ne constitue pas un handicap pour l'activité de leur entreprise. Encore faut-il préciser que les besoins des entreprises donnant lieu à la recherche de prestataires externes à la région peuvent n'être que ponctuels, et qu'aucune "carence" en terme d'offre générale n'est manifeste. C'est bien sûr une configuration qui n'incite pas

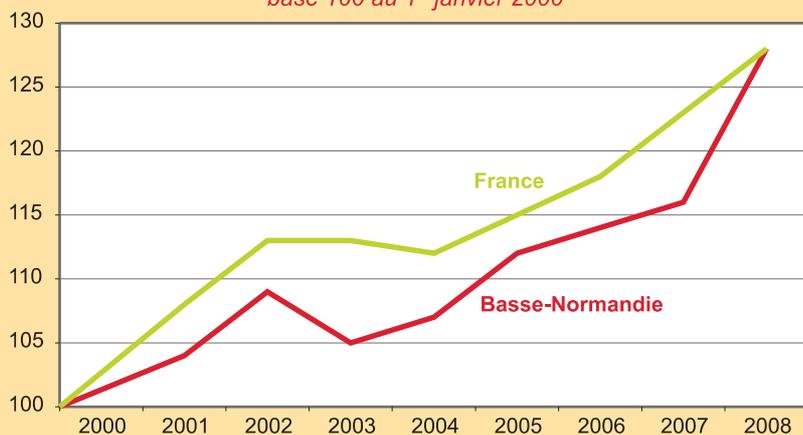
Salariés du secteur du conseil et de l'assistance

Région du siège social	Salariés du secteur travaillant en Basse-Normandie	
	Nombre	%
Basse-Normandie	5 653	56,2
Autres régions	4 400	43,8
dont Ile-de-France	2 558	25,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	426	4,2
Pays de la Loire	364	3,6
Rhône-Alpes	343	3,4
Bretagne	204	2,0
Ensemble	10 053	100,0

Source : Insee, CLAP 2007

Évolution de l'emploi salarié secteur du conseil et de l'assistance

base 100 au 1^{er} janvier 2000



Source : Insee, estimations d'emploi

les grands opérateurs du conseil et de l'assistance à accroître leur présence en Basse-Normandie, le marché étant jugé par eux-mêmes trop étroit, d'autant que la pratique des cabinets d'étude est plutôt de s'organiser en pôles interrégionaux. Cette situation explique sans doute pourquoi la croissance du conseil et de l'assistance en Basse-Normandie n'est pas plus forte qu'en France, alors que l'implantation du secteur y est moindre. On pourrait supposer, de ce fait, qu'il existe une "marge" pour une augmentation plus vigoureuse. En ce sens, le "retard" bas-normand quant au poids du secteur du conseil et de l'assistance ne peut être considéré en soi comme un handicap pour les entreprises régionales. Les utilisateurs potentiels font valoir également que les prestations offertes en Basse-Normandie, essentiellement techniques, correspondent assez bien aux besoins

des principales filières de la région : les filières nucléaires, automobiles et agroalimentaires, réputées très consommatrices de ce type de prestations.

En revanche, les responsables des entreprises ou des réseaux d'entreprises interrogés conviennent connaître assez mal les compétences disponibles chez les prestataires de services bas-normands. C'est une réalité sans doute liée à la taille modeste de la plupart de ces prestataires (manque de notoriété), mais elle provient aussi de l'organisation des clients. Ces derniers sont souvent les grandes entreprises donneuses d'ordre de la région. Or, c'est

souvent le siège social de l'entreprise ou du groupe qui "référence" les prestataires de service pour tous les établissements de l'entreprise ou du groupe. L'établissement ne dispose donc que d'une marge de manœuvre limitée dans le choix de prestataires locaux, et avoir à disposition la liste des prestataires référencés par le siège social n'incite pas à rechercher une ressource locale.

Sabrina LEROUX,
Michel MOISAN,
Insee



DIRECTION REGIONALE DE L'INSEE DE BASSE-NORMANDIE

93, rue de Geôle
14052 CAEN CEDEX 4
Tél. : 02.31.15.11.00
Fax : 02.31.15.11.80

www.insee.fr/basse-normandie

Directeur de la publication :
Michel GUILLEMET

Service études et diffusion :
Julien BECHTEL

Rédacteur en Chef :
Didier BERTHELOT

Composition PAO :
Françoise LEROND
Marie-Isabelle LARDET

Crédit photos :
Comité régional du tourisme ; Chambre régionale d'agriculture ; Comité départemental du tourisme de la Manche.

Attaché de presse :
Philippe LEMARCHAND
02.31.15.11.14

© INSEE 2010



MÉTHODE

L'étude du secteur du conseil et de l'assistance aux entreprises en Basse-Normandie repose sur les données mises à disposition des internautes dans le Portail des entreprises bas-normandes et sur l'enquête réalisée par la SOFRED⁽¹⁾ auprès d'un panel de prestataires de services et d'entreprises utilisatrices de services d'assistance et de conseil.

- **Le Portail des entreprises bas-normandes** est réalisé en collaboration par l'INSEE et par la DIRECCTE de Basse-Normandie. Il offre des informations à jour sur l'activité des entreprises par secteur d'activité et par territoire. Il est accessible en page d'accueil de www.insee.fr/basse-normandie (rubrique Liens).

Le champ de l'étude statistique du secteur du conseil et de l'assistance est réduit aux seules unités de forme juridique sociétaire (SA, SARL...). Les entrepreneurs individuels (dont les professions libérales telles que les avocats, les architectes...) sont donc exclus.

Les activités couvertes correspondent aux postes suivants de la Nomenclature économique de synthèse (NES) calée sur la NAF2003 :

- N21 - Activités informatiques ;
- N22 - Services professionnels (activités juridiques et comptables, conseils pour les affaires et la gestion) ;
- N24 - Publicité et études de marché ;
- N25 - Architecture, ingénierie, contrôle.

Le poste N23 - Administration d'entreprises est exclu du champ de l'étude.

- **L'enquête réalisée par la SOFRED** a été commanditée par la DIRECCTE de Basse-Normandie dans le but de caractériser l'offre de services disponible sur le territoire et d'identifier les difficultés des prestataires de services. Cette enquête, qualitative et quantitative, s'est concentrée sur les entreprises proposant des prestations de services à forte valeur ajoutée pour leurs clients (ingénierie, études techniques, programmation informatique, conseil en système d'information, conseil en stratégie...). 190 prestataires ont été interrogés.

⁽¹⁾ SOFRED est un cabinet conseil spécialisé en développement économique, revitalisation de bassins d'emplois et réindustrialisation